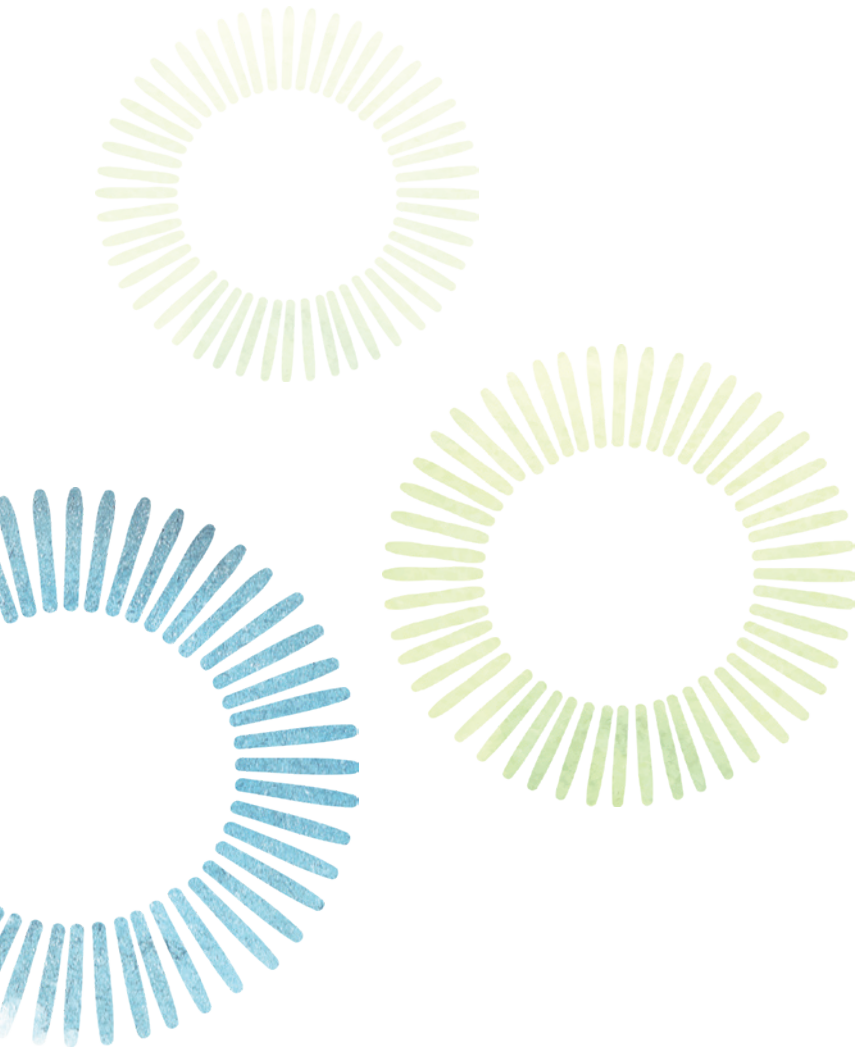




# Perspectives autochtones sur l'enseignement supérieur



## Remerciements

Lorna Williams, Ph. D, a coordonné cette consultation avec le soutien de la Chaire UNESCO sur la recherche communautaire et la responsabilité sociale dans l'enseignement supérieur, Budd Hall, Ph. D, et Maeva Gauthier, étudiante au doctorat, Université de Victoria.

Rédactrice du rapport: Patti Ryan, Southside Communications Inc.

Design: Spruce Creative

Perspectives autochtones sur l'enseignement supérieur, Commission canadienne pour l'UNESCO, 2021.



# Table des matières

<b>Résumé</b>	<b>4</b>
<b>Rapport complet : Perspectives autochtones sur l'enseignement supérieur</b>	<b>6</b>
Objectif	6
Format du Cercle autochtone	6
Messages clés	6
Problèmes et solutions	6
<b>Résumés des participantes et participants</b>	<b>9</b>
Budd Hall, Ph. D.	9
Lorna Wanostsa'a7 Williams, Ph. D.	10
Stephen Augustine	11
Elmer Guy, Ph. D.	12
Rongo H. Wetere, Ph. D.	12
Sherri Chisan, Ph. D.	13
Robina Thomas, Ph. D.	14
Stephanie Roy, Ph. D.	15
Miranda Huron	16
Professeure Airini, Ph. D.	17
Laurie Robinson	18
Sheldon Levy	19
Brent Tookenay	20
Élisabeth Kaine, Ph. D.	21
Wesley Leonard, Ph. D.	22
Megan Lukaniec, Ph. D.	23
Chuutsqa Layla Rorick	23
Vanessa Chaperlin	24
Arnold Blackstar	25

# Résumé

## Objectif du Cercle

L'objectif du Cercle virtuel sur l'enseignement supérieur de la Commission canadienne pour l'UNESCO (CCUNESCO) était d'orienter les discussions de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur qui aura lieu en mai 2022 et de produire un document d'orientation. Dix ans se sont écoulés depuis la dernière rencontre du genre. La CCUNESCO croit qu'il est important d'inviter des voix diversifiées à témoigner devant l'UNESCO. L'objectif est de déconstruire un système construit selon une vision étroite – comme un vase clos – pour faire une place aux systèmes de connaissances autochtones grâce à la cocréation.

## Format du Cercle autochtone

Malgré son format virtuel, le webinaire était conforme aux protocoles autochtones, puisqu'il s'est ouvert et clos sur des prières, des chants et des mots de bienvenue d'aînés, d'aînées et de gardiennes et gardiens du savoir respectés. Le format reprenait celui d'un cercle de discussion axé sur le respect, le partage d'information, l'attention et l'interdépendance.

## Messages clés

- La consultation a émergé du constat que l'enseignement supérieur, dans sa forme actuelle, est issu d'une étroite vision coloniale et continue d'exclure les points de vue et les modes de connaissance des peuples autochtones, au détriment de toutes les parties.
- Pour favoriser le bien-être de tous et la pérennité des sociétés en général, les systèmes d'enseignement supérieur doivent être déconstruits et réérigés conjointement en de nouvelles structures qui respectent et incorporent les connaissances et les valeurs autochtones. Il faut les repenser pour qu'ils soient inclusifs des étudiantes et étudiants autochtones et explorent ce que la sagesse et les cultures autochtones millénaires peuvent apporter à l'humanité, plutôt que de s'attendre à ce que les étudiantes et étudiants se conforment aux normes existantes.
- Une meilleure structure d'enseignement supérieur serait axée sur l'accessibilité, l'inclusivité et le respect des modes de connaissance autochtones. Ces valeurs doivent être validées et intégrées aux programmes. De plus, l'enseignement supérieur doit évoluer pour incorporer des méthodes autochtones d'acquisition du savoir, comme l'éducation axée sur la terre. Grâce à l'amélioration de l'équité, à la décolonisation du savoir, à la démocratisation de la science, à la réduction ou à l'élimination du racisme et à un soutien adapté aux réalités culturelles pour aider les étudiantes et étudiants à terminer leurs études, les modèles d'enseignement supérieur autochtones peuvent favoriser la réalisation des objectifs de développement durable de l'ONU.

## Liste des participantes et participants dans l'ordre d'intervention

**Bob Watts, Ph. D. (modérateur)**, professeur émérite, Université de Victoria, Canada

**Isabelle LeVert-Chiasson**, chargée de programme, Éducation, Commission canadienne pour l'UNESCO

**Budd Hall, Ph. D.**, professeur émérite, Université de Victoria, Canada

**Lorna Wanosta'a7 Williams, Ph. D.**, professeure émérite, Université de Victoria, Canada

**Stephen Augustine**, vice-président associé aux affaires autochtones, Collège Unama'ki, Nouvelle-Écosse, Canada

**Elmer Guy, Ph. D.**, cotitulaire, World Indigenous Nations Higher Education Consortium, et président, Navajo Technical University, États-Unis

**Rongo H. Wetere, Ph. D.**, vice-chancelier, World Indigenous Nations University, Nouvelle-Zélande

**Sherri Chisan, Ph. D.**, présidente, Université nuhelot'ine thaiyots'į nistameyimákanak Blue Quills, Canada

**Robina Thomas, Ph. D.**, vice-présidente associée, Affaires autochtones, Université de Victoria, Canada

**Stephanie Roy, Ph. D.**, présidente, Kenjgewin Teg, Ontario, Canada

**Miranda Huron**, directrice de l'éducation et des affaires autochtones, Université Capilano, Canada

**Professeure Airini, Ph. D.**, rectrice et vice-présidente aux affaires académiques, Université de la Saskatchewan, Canada

**Laurie Robinson**, directrice générale, Indigenous Advanced Education and Skills Council, Canada

**Sheldon Levy**, président par intérim et vice-chancelier, Université Canada West, Canada

**Brent Tookenay**, président-directeur général, Seven Generation Education Institute, Ontario, Canada

**Élisabeth Kaine, Ph. D.**, professeure, Université du Québec à Chicoutimi, Canada

**Wesley Leonard, Ph. D.**, professeur adjoint, Université de la Californie, États-Unis

**Megan Lukaniec, Ph. D.**, professeure adjointe, Études autochtones, Université de Victoria, Canada

**Chuutsqa Layla Rorick**, Université de Victoria, Canada

**Vanessa Chaperlin**, conseillère principale en politiques, Inuit Tapiriit Kanatami, Canada

**Arnold Blackstar**, directeur, politiques stratégiques et recherche, Indigenous Advanced Education and Skills Council, Canada

## Problèmes et solutions

Les participantes et participants ont noté que si des établissements d'enseignement supérieur autochtones dans certaines régions du Canada avaient fait des progrès considérables au cours des dernières décennies, particulièrement en matière de reconnaissance et d'accréditation, d'autres établissements ailleurs au pays et dans le monde ont encore besoin d'aide pour combler ces lacunes importantes en matière d'équité. On a notamment cité des lacunes et des problèmes liés :

- à l'équité, à la colonisation et au racisme;
- aux partenariats et au rapprochement des écarts;
- à la maîtrise des langues autochtones;
- à la disponibilité de données pouvant éclairer la prise de décisions;
- à la présence d'Autochtones dans le corps professoral et le rectorat;
- à l'accréditation;
- à l'aide destinée aux étudiantes et étudiants autochtones.

Comme solution à ces lacunes et à ces problèmes, voici ce que les participantes et participants ont proposé :


- L'enseignement supérieur doit incorporer des points de vue et des perspectives autochtones et promouvoir les langues autochtones.
- Il faut bâtir des ponts entre le style de vie et les conceptions autochtones, et les méthodes occidentales de collecte et de traitement des connaissances, en reconnaissant les différences entre les deux et en valorisant la contribution de chacun.
- Les établissements autochtones pourraient accueillir des apprenantes et des apprenants issus d'autres cultures.

- Il faut mieux préparer le corps professoral et offrir davantage de perspectives d'enseignement. Au fil de l'élaboration des programmes, nous devons incorporer des pratiques et des modes de connaissance et de pensée autochtones.
- La science autochtone doit être reconnue pour son rôle dans la protection et le respect de la nature et dans la préservation de la vie sur Terre.
- Les langues autochtones doivent être revitalisées dans les communautés.
- Les Autochtones membres du corps professoral et du corps étudiant doivent voir des gens qui leur ressemblent et qui pensent comme eux dans leur établissement d'enseignement postsecondaire.
- Les établissements autochtones doivent être des sanctuaires où l'on peut se ressourcer et obtenir du soutien. Ces endroits doivent encourager la revitalisation des langues, l'engagement communautaire, l'inclusivité et l'accessibilité.

## Renseignements supplémentaires

Le présent rapport fournit des résumés d'une demi-page des points abordés par les participantes et les participants. Ces résumés condensent l'essentiel des messages présentés durant le webinaire.

# Rapport complet: Perspectives autochtones sur l'enseignement supérieur



## Objectif

L'objectif du Cercle virtuel sur l'enseignement supérieur de la Commission canadienne pour l'UNESCO (CCUNESCO) était d'orienter les discussions de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur qui aura lieu en mai 2022 et de produire un document d'orientation. Dix ans se sont écoulés depuis la dernière rencontre du genre. La CCUNESCO croit qu'il est important d'inviter des voix diversifiées à témoigner devant l'UNESCO. Comme l'a formulé la participante Lorna Wanostsa'a Williams, professeure émérite à l'Université de Victoria (Canada) : « Pour les Autochtones, l'enseignement supérieur est une structure hautement symbolique qu'il faut ouvrir. » L'objectif est de déconstruire un système construit selon une vision étroite – comme un vase clos – pour faire une place aux systèmes de connaissances autochtones grâce à la cocréation.

## Format du Cercle autochtone

Malgré son format virtuel, le webinaire était conforme aux protocoles autochtones, puisqu'il s'est ouvert et clos sur des prières, des chants et des mots de bienvenue d'aînés et d'aînées et de gardiennes et gardiens du savoir respectés. Le format reprenait celui d'un cercle de discussion axé sur le respect, le partage d'information, l'attention et l'interdépendance.

## Messages clés

La consultation a émergé du constat que l'enseignement supérieur, dans sa forme actuelle, est issu d'une étroite vision coloniale et continue d'exclure les points de vue et les modes de connaissance des peuples autochtones, au détriment de toutes les parties.

Pour favoriser le bien-être de tous et la pérennité des sociétés en général, les systèmes d'enseignement supérieur doivent être déconstruits et réérigés conjointement en de nouvelles structures – avec, en tête de file, les établissements postsecondaires autochtones, qui veillent au respect des nations, des connaissances et des langues autochtones. Il faut se doter de nouvelles structures qui respectent et incorporent les connaissances et les valeurs autochtones, qui sont

inclusives des étudiantes et étudiants autochtones, et qui explorent ce que la sagesse et les cultures autochtones millénaires peuvent apporter à l'humanité plutôt que de s'attendre à ce que les étudiantes et étudiants se conforment aux normes existantes.

En mettant à l'honneur des étudiantes et des étudiants aux parcours et aux profils culturels variés, les universités publiques optimiseront la rétention de ces personnes et les aideront à obtenir une éducation supérieure et à accéder à l'équité, un avantage socioéconomique qui profitera à tout le monde.

Une meilleure structure d'enseignement supérieur serait axée sur l'accessibilité, l'inclusivité et le respect des modes de connaissance autochtones. Ces valeurs doivent être validées et intégrées aux programmes, en reconnaissance du fait que dans sa forme actuelle, la science occidentale s'est avérée plus nocive que bénéfique pour la durabilité. De plus, l'enseignement supérieur doit évoluer pour incorporer des méthodes autochtones d'acquisition du savoir, comme l'éducation axée sur la terre. Ces méthodes et systèmes de connaissance peuvent contribuer à préserver les biosphères et les écosystèmes de la planète pour qu'ils demeurent humainement habitables pour les générations à venir.

Grâce à l'amélioration de l'équité, à la décolonisation du savoir, à la démocratisation de la science, à la réduction ou à l'élimination du racisme et à un soutien adapté aux réalités culturelles pour aider les étudiantes et étudiants à terminer leurs études, les modèles d'enseignement supérieur autochtones peuvent favoriser la réalisation des objectifs de développement durable de l'ONU. Les établissements d'enseignement supérieur dirigés par des Autochtones et les modèles autochtones doivent recevoir un financement égal à celui des établissements publics ainsi qu'un soutien pour l'accréditation des programmes et des désignations scolaires. Il faudrait également songer à bâtir des ponts entre les modèles d'éducation et les établissements autochtones et occidentaux, au bénéfice de tous.

## Problèmes et solutions

Les participantes et participants ont noté que si des établissements d'enseignement supérieur autochtones

dans certaines régions du Canada avaient fait des progrès considérables au cours des dernières décennies, particulièrement en matière de reconnaissance et d'accréditation, d'autres établissements ailleurs au pays et dans le monde ont encore besoin d'aide pour combler ces lacunes importantes en matière d'équité. On a notamment cité des défis et des problèmes dans les domaines énumérés ci-dessous.

## Équité, colonisation et racisme

Des défis importants ont été soulevés par rapport aux questions de l'équité, de la colonisation et du racisme. Les participantes et participants ont souligné la nécessité d'approfondir les discussions sur ces sujets, ces conversations essentielles étant encore beaucoup trop superficielles. Comme un participant l'a fait remarquer, les mots « autochtonisation » et « décolonisation » peuvent être ajoutés à n'importe quel document, mais ils demeurent inutiles tant qu'il n'y a pas eu de réflexion poussée sur leur sens, leur importance et le fonctionnement concret de ces processus. La majorité des établissements d'enseignement supérieur n'ont pas encore progressé au-delà du jargon; elles devront faire preuve d'esprit critique en donnant un sens plus profond à ces concepts et en déterminant les mesures à prendre.

## Partenariats et rapprochement des écarts

Une autre lacune observée concernait la nécessité de valider les connaissances autochtones dans l'enseignement postsecondaire. Les participantes et participants ont discuté de l'importance d'établir des partenariats et de combler les écarts entre les établissements publics et autochtones pour assurer la validité et la reconnaissance des connaissances autochtones dans les deux sphères.

## Maîtrise des langues autochtones

Les défis cités précédemment sont étroitement liés à une autre lacune majeure : la maîtrise des langues autochtones. Les participantes et participants ont noté que puisque le savoir autochtone était codé à l'intérieur même des langues autochtones, la langue constituait l'une des pierres d'assise de l'éducation. Il faut assurer une meilleure égalité entre les langues coloniales (comme l'anglais et le français) et les langues autochtones, et augmenter le nombre d'enseignants autochtones qui maîtrisent véritablement ces langues. Ce faisant, on réitère la nécessité de revitaliser les langues autochtones, de se les réapproprier et de mettre en place des avenues et des programmes d'enseignement qui permettront à plus de gens de les maîtriser.

## Disponibilité de données pour éclairer la prise de décisions

On a aussi souligné la nécessité d'examiner le rôle des données et leur lien avec l'équité et le leadership éclairé

pour la parité et les perspectives autochtones dans l'enseignement supérieur. Les données peuvent étayer la demande aux établissements d'enseignement publics d'en faire plus pour favoriser la participation et la rétention des Autochtones et améliorer leurs perspectives au premier cycle et aux cycles supérieurs. Ce faisant, on pourrait accroître la présence autochtone au sein du personnel et encourager la présence de leaders autochtones dans le milieu universitaire. L'objectif est de former consciemment des chercheuses et des chercheurs autochtones capables de concevoir et de diriger des projets de recherche conçus pour et par les communautés autochtones et de démontrer que la création de connaissances autochtones est de calibre mondial et emploie des méthodes de recherche authentiques.

## Plus grande présence autochtone dans le corps professoral et du rectorat

Sur la question du leadership, une autre préoccupation concerne la faible représentation autochtone dans le corps professoral des établissements d'enseignement supérieur. Pour changer (littéralement) le visage de l'enseignement supérieur, il faut cesser de tenir pour acquis que la présence d'une seule personne autochtone est suffisante. Cet enjeu est lié à la nécessité d'offrir un meilleur soutien pour retenir les Autochtones qui font actuellement partie du corps professoral. Les universités doivent mettre en place des mécanismes pour reconnaître les responsabilités particulières de ces personnes à l'égard de leur communauté et les aider à exercer leur rôle. Comme indiqué plus tôt, les déclarations ne suffisent pas : il faut un changement structurel et des mécanismes spéciaux. Il est essentiel de compter des Autochtones au sein du personnel et du corps professoral pour diriger, façonner et administrer ces programmes et assurer la sécurisation culturelle des étudiantes et étudiants.

## Accréditation

Une autre lacune relevée concerne les accréditations : la nécessité pour les établissements d'enseignement supérieur autochtones d'avoir leurs propres programmes, diplômes et certificats reconnus. Pour remédier au problème, il faut valider les programmes, reconnaître l'importance et la valeur des systèmes de savoirs autochtones, accorder un financement suffisant et mettre au point des mécanismes par lesquels les entités autochtones peuvent évaluer et accréditer les programmes de savoirs ou de langues autochtones dans des établissements publics ou privés. Dans la majorité des provinces, l'une des iniquités les plus importantes qui subsistent entre les établissements publics et autochtones concerne le financement : dans les endroits où les établissements autochtones sont considérés comme des collèges privés, ils ne reçoivent que 5 à 25 % du financement versé aux établissements publics.

## Aide destinée aux étudiantes et étudiants autochtones

Enfin, on note des lacunes liées à la manière dont les étudiantes et étudiants autochtones perçoivent leur valeur pour le monde : on a souligné l'importance pour les jeunes autochtones de sentir qu'ils ont un rôle à jouer pour l'humanité et que leurs connaissances et leur communauté revêtent une importance et une validité scientifiques. Or, la chaîne de transmission du savoir est actuellement brisée. Pour la réparer – et pour assurer une future présence autochtone dans les postes de direction des institutions de recherche et d'enseignement –, il faudra miser sur la présence de davantage d'Autochtones dans les établissements d'enseignement supérieur et sur un financement adéquat des établissements autochtones. Pour ce faire, il faudra augmenter le nombre d'Autochtones étudiant au niveau postsecondaire, embaucher des Autochtones au sein du corps professoral et s'assurer de les garder.

Voilà qui nous amène à un dernier défi fondamental, celui de faire en sorte que plus d'Autochtones fréquentent des établissements d'enseignement supérieur et y restent pour toute la durée de leurs études. Pour cela, il faut accroître l'aide offerte. Actuellement, l'aide destinée aux étudiantes et étudiants autochtones (qui doivent souvent quitter leur région pour poursuivre leurs études et se retrouvent dans un tout nouvel environnement et toute nouvelle culture) diffère grandement de l'aide destinée aux étudiantes et étudiants allochtones.

Voici les solutions proposées pour venir à bout des lacunes et des problèmes cités plus haut :

1. L'enseignement supérieur doit **incorporer des points de vue et des perspectives autochtones et promouvoir les langues autochtones**. Les programmes doivent être « autochtonisés ». On pourrait commencer par inviter des aînées, des aînés, des chefs, des directrices et directeurs pédagogiques et d'autres acteurs du milieu de l'enseignement supérieur à collaborer avec les membres du corps professoral pour repenser la pédagogie, pourvu qu'elle soit certifiée et accréditée par des entités autochtones.
2. Il faut **bâtir des ponts entre le style de vie et les conceptions autochtones, et les méthodes occidentales** de collecte et de traitement des connaissances, en reconnaissant les différences entre les deux et en valorisant la contribution de chacun. Plus précisément, il faut renforcer la culture et les langues autochtones pour offrir un important gage de pérennité à la science et à la culture occidentales. Une partie de la solution réside dans la validation et l'accréditation des programmes et des diplômes, deux gages de réussite. Dans le même ordre d'idées, les établissements allochtones doivent travailler avec les établissements d'enseignement postsecondaire autochtones pour veiller à ce que ces derniers jouent un rôle et aient de la visibilité et de l'influence auprès des Autochtones et puissent prendre en charge leur éducation.

3. **Les établissements autochtones pourraient accueillir des apprenantes et apprenants issus d'autres cultures**. Les gens doivent venir dans les établissements d'enseignement autochtones (pour découvrir les modes de connaissance autochtones) au lieu d'attendre que des enseignantes et enseignants autochtones se rendent dans leur établissement.
4. Dans le même ordre d'idées, il faut **mieux préparer le corps professoral et offrir davantage de perspectives d'enseignement**. Au fil de l'élaboration de ces programmes, nous devons incorporer des pratiques et des modes de connaissance et de pensée autochtones. Nous devons reconnaître que la science occidentale ne fonctionne pas hors du temps et peut générer des produits et des pratiques néfastes. Il faut plus d'Autochtones dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM) pour nous orienter et nous conseiller sur les pratiques sécuritaires.
5. **La science autochtone doit être reconnue** pour son rôle dans la protection et le respect de la nature et dans la préservation de la vie sur Terre. Pour cela, il faut reconnaître que les modes de connaissance autochtones ne s'apprennent pas en classe, mais dans la nature, et nous devons trouver un moyen de transposer cette notion et cette pratique à l'enseignement supérieur. Dans la même veine, nous devons élaborer une politique sur la propriété intellectuelle pour protéger le savoir et les idées autochtones.
6. **Les langues autochtones doivent être revitalisées** dans les communautés. Ainsi, il faut qu'il y ait plus de locutrices et de locuteurs de ces langues pour enseigner ces dernières dans les communautés. Il faut aussi élaborer des programmes qui seront faciles à gérer pour des personnes qui, si elles maîtrisent la langue, ne possèdent peut-être pas d'expérience en enseignement. Il faut aussi mettre au point des programmes transparents, adéquatement accrédités et exécutés, et financés par les deniers publics.
7. **Les Autochtones membres du corps professoral et du corps étudiant doivent voir des gens qui leur ressemblent et qui pensent comme eux** dans leur établissement d'enseignement postsecondaire. Cela dit, pour les Autochtones qui évoluent dans de grands établissements publics, il sera nécessaire d'étudier plus en détail les moyens de préserver la vision du monde et les modes de connaissance et de pensée autochtones.
8. **Les établissements autochtones doivent être des sanctuaires** où l'on peut se ressourcer et obtenir du soutien. Ces endroits doivent encourager la revitalisation des langues, l'engagement communautaire, l'inclusivité et l'accessibilité. Pour cela, les établissements doivent faire plus que simplement demander « une place dans le milieu universitaire », et plutôt commencer à définir cet espace.



# Résumés des participantes et participants

Les résumés qui suivent condensent l'essentiel des messages présentés par les participantes et participants. Ils sont présentés dans l'ordre d'apparition de chaque personne.

## *Mots de bienvenue*

### **Budd Hall, Ph. D.**

Cotitulaire, Chaire UNESCO sur la recherche communautaire et la responsabilité sociale dans l'enseignement supérieur

Professeur émérite, École d'administration publique, Université de Victoria

La chaire UNESCO est issue d'un partenariat entre l'Université de Victoria et la Society for Participatory Research in Asia, implantée à New Delhi, en Inde. La chaire a pour mandat d'accroître la capacité de recherche en milieu communautaire dans les pays du Sud et les pays vulnérables du Nord, grâce à de la formation, à la collaboration entre de nombreux réseaux mondiaux et à un travail de sensibilisation auprès des gouvernements et des organismes de financement.

Rajesh Tandon (le cotitulaire de la chaire) et moi avons travaillé avec Lorna Wanostsa'a Williams sur les questions liées au savoir, à la démocratie, à la responsabilité sociale et à la décolonisation de l'enseignement supérieur. Nous avons travaillé ensemble sur des contributions à la recommandation sur la science ouverte, que l'UNESCO va ratifier, et avons réussi à faire reconnaître le caractère essentiel des modes de connaissance autochtones pour ouvrir les portes de la science. Nous nous engageons à délivrer le message qui émanera de la conversation d'aujourd'hui à la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur, qui aura lieu à Barcelone en 2022.

## **Lorna Wanostsa'a7 Williams, Ph. D.**

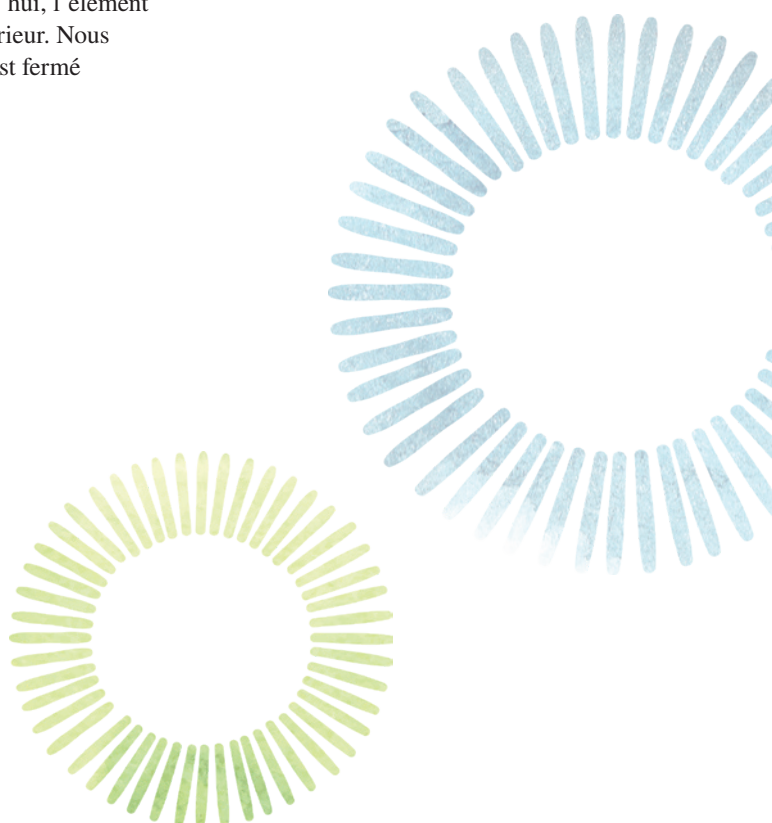
Professeure émérite, Université de Victoria, Canada

Pour les Autochtones, l'enseignement supérieur est une structure hautement symbolique qu'il faut ouvrir. Nous tentons de déconstruire ce qui a été construit selon une vision extrêmement étroite et d'intégrer nos systèmes de connaissances dans la nouvelle structure issue du travail conjoint.

À celles et ceux qui travaillent à définir cette structure : vos voix sont essentielles pour déterminer l'orientation de l'enseignement supérieur autochtone. Nos consœurs et confrères de toutes nos terres ancestrales – qu'ils y résident et y vivent ou qu'ils soient loin de celles-ci – ont besoin de ces débouchés. À celles et ceux qui œuvrent à l'intérieur même de la structure pour susciter les changements : vos voix sont extrêmement importantes. Ce travail est difficile : vous poussez un rocher au sommet d'une montagne.

Il y a quelques années, la province de l'Ontario (Canada) a mis en place la Loi sur les établissements autochtones, en vertu de laquelle les établissements autochtones peuvent décerner des diplômes. Il s'agit d'une étape très importante. Je veux que vous découvriez ce que les gens accomplissent grâce à cette reconnaissance. C'est pourquoi ce Cercle virtuel est inspiré de la coutume de peuples autochtones partout dans le monde. Lorsque nous nous réunissons pour résoudre un problème, essayer d'atteindre des buts, réfléchir à des problèmes, planifier de travailler ensemble, nous avons une discussion. Nous mettons habituellement le problème ou le travail que nous examinons au centre et nous parlons à ce centre. Nous modelons et façonnons la question que nous étudions. Je crois qu'il s'agit d'un processus important : il nous empêche de nous disputer, car nous nous sommes engagés à œuvrer et à collaborer. Aujourd'hui, l'élément central que nous tentons de façonner est l'enseignement supérieur. Nous essayons d'ouvrir l'enseignement supérieur, un système qui est fermé depuis ses débuts et qui continue de l'être.

« J'étudie  
notamment les  
langues autochtones  
au Canada, aux  
États-Unis et dans  
le monde entier.  
Nous nous trouvons  
tous dans la même  
situation à cet égard.  
Pour l'instant, il n'y  
a pas de place au sein  
de l'enseignement  
supérieur pour ce  
sujet. »



## *Autochtonisation des programmes*

### **Stephen Augustine**

Vice-président associé aux affaires autochtones, Collège Unama'ki, Nouvelle-Écosse

Le collège où je travaille participe à l'enseignement des langues micmaques et au développement de l'apprentissage communautaire, notamment en offrant des cours dans les communautés. Depuis des années, nous offrons des services à au moins dix communautés autochtones dans les Maritimes, particulièrement les grandes communautés qui abritent une importante population étudiante. Nous avons commencé par 15 personnes en 1999, et nous rejoignons aujourd'hui plus de 325 personnes.

J'ai donné des cours sur la vie des Micmacs avant le contact avec l'Europe, les histoires de la création, les cérémonies et la spiritualité, ainsi que leur signification dans notre culture et notre histoire. J'ai aussi abordé les traités d'un point de vue autochtone, en expliquant comment nous établissons aussi des traités avec les oiseaux, les plantes, les animaux et les poissons. Mon enseignement a toujours présenté la perspective autochtone.

Je voudrais mettre au point un pôle de recherche ayant des ramifications dans les quatre écoles qui composent l'université (École des arts et des sciences sociales, École des sciences et de la technologie, École de santé et d'éducation, École de commerce) ainsi qu'auprès de la doyenne des bibliothèques et de la doyenne à la recherche et aux études supérieures. Ce sont les six domaines pour lesquels j'aimerais mettre au point et exploiter un pôle de recherche où nous pourrions examiner l'autochtonisation des programmes à l'université. Nous voulons aider les membres du corps professoral à se réunir et à échanger leurs idées, et inviter des gens de la communauté : les aînées et aînés, les chefs, les directrices et directeurs pédagogiques, le personnel du Collège Unama'ki et les membres du corps professoral qui élaborent et améliorent le cursus.

« J'étudie notamment les langues autochtones  
au Canada, aux États-Unis et dans le monde entier.  
Nous nous trouvons tous dans la même situation à cet  
égard. Pour l'instant, il n'y a pas de place au sein de  
l'enseignement supérieur pour ce sujet. »

## Accréditations

### Elmer Guy, Ph. D.

Cotitulaire, World Indigenous Nations Higher Education Consortium  
Président, Navajo Technical University, États-Unis

Le World Indigenous Nations Higher Education Consortium (WINHEC) fait un travail essentiel pour éliminer les obstacles qui nuisent à la mobilisation respectueuse des Autochtones dans l'enseignement, la recherche et d'autres activités en lien avec l'éducation. Quand je regarde vers l'avenir, je crois que, d'une certaine manière, nous devons bâtir des ponts entre les modes de vie et de pensée autochtones et les modes occidentaux d'acquisition et de traitement des connaissances en reconnaissant clairement les différences entre les deux. De manière plus importante, il faut renforcer notre culture et nos langues autochtones pour offrir un important gage de pérennité à la science et à la culture occidentale.

Au WINHEC, nous avons un conseil d'accréditation qui a la capacité de mettre la culture et les langues autochtones au cœur de notre processus et de nos pratiques d'éducation. Je crois que tous les collèges tribaux et de nombreux collèges publics, de même que d'autres établissements d'enseignement supérieur, doivent mettre en place des programmes qui tirent parti de la structure d'accréditation de la WINHEC. Aujourd'hui, 16 établissements d'enseignement supérieur sont accrédités, et plusieurs autres sont en voie de l'être. Le travail accompli par ces établissements est validé par le conseil d'accréditation, qui garantit au grand public la qualité et l'intégrité des services offerts.

## Revitalisation des langues autochtones

### Rongo H. Wetere, Ph. D.

Vice-chancelier, World Indigenous Nations University  
Fondateur, Te Wananga o Aotearoa, Nouvelle-Zélande

La revitalisation des langues est ce qui nous distingue en Nouvelle-Zélande. Dans les années 1980 et 1990, la langue maorie était en déclin, et j'étais déterminé à renverser cette tendance. Dans les 20 dernières années, nous avons appris à des milliers de Maoris et de non-Maoris à parler Te Reo Maori. Nous avons mis au point une méthode utilisant des techniques d'apprentissage accéléré qui permet aux gens de s'approprier la langue beaucoup plus rapidement qu'avec de simples cours magistraux. Nous possédons maintenant près de 25 ans d'expérience et avons initié des milliers de personnes au processus. Cette méthode peut être facilement adaptée pour d'autres peuples autochtones : c'est précisément pour cela que nous avons été invités au Canada. Nous travaillons actuellement sur trois langues : le cri, l'oji-cri et l'ojobwé.

J'espère que le gouvernement canadien honorera son engagement à revitaliser les langues autochtones. Nous devons avoir des cours approuvés, adéquatement accrédités, transparents et financés par les deniers publics.

« Il faut plus d'Autochtones dans les STIM. Nos étudiantes et étudiants ont besoin des sciences et des technologies pour décrocher des emplois payants. Or, ultimement, la science occidentale ne fonctionne pas hors du temps. Elle génère des produits qui sont nocifs ou néfastes pour le genre humain et les interrelations de la vie comme nous la connaissons. »

« Nous avons besoin de personnes qui sont issues des communautés et qui maîtrisent la langue, et devons cesser d'exiger qu'elles aient passé des années à l'université pour apprendre à enseigner. Nous devons élaborer des programmes qui sont faciles à gérer par des gens qui n'ont pas nécessairement d'expérience d'enseignement, mais qui maîtrisent la langue. »

## Visibilité, autonomie et financement

### **Sherri Chisan, Ph. D.**

Présidente, Université nuhelot'ine thaiyots'ì nistameyimâkanak Blue Quills, Canada

Nous saluons tout le travail accompli pour préparer la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Une de mes principales réserves à l'égard de cette déclaration est que la section sur l'éducation postsecondaire ne mentionne aucunement la nécessité de travailler avec les établissements d'enseignement supérieur autochtones ou que nous jouions un rôle dans nos propres établissements. C'est comme si nous n'existions pas sur ce territoire, notre territoire.

Blue Quills est un établissement indépendant gouverné par sept Premières Nations. Nous avons obtenu l'accréditation la plus importante de notre peuple, alors nous ne demandons pas de permission. Nous agissons avec assurance et confiance. Nous décernons nos propres diplômes de maîtrise et de doctorat, et nous le faisons sans demander la permission du milieu universitaire. Les autres universités embauchent tout de même nos diplômées et diplômés et les acceptent dans leurs programmes.

Or, nous bénéficions de seulement 5 à 25 % du financement versé aux établissements publics de notre région. À de nombreux chapitres, nous accomplissons beaucoup plus qu'eux et nous serions heureux de recevoir le 75 % ou le 95 % restant. C'est un des grands défis que je dois relever en tant que présidente de Blue Quills : comment transformer ce modèle sans compromettre, céder ou partager nos pouvoirs? En tant que peuple visé par un traité, c'est une question d'une importance majeure. Nous sommes sur un site protégé par un traité, et je ne vois pas comment nous pourrions continuer à protéger le traité si nous permettons à une autre instance de nous gouverner. Comme peuple, nous avons été la cible d'appropriation, d'erreurs d'interprétation, d'exactions et de suprémacisme.

« Nous suivons la vision et la détermination de nos ancêtres, qui ont dit que nous pouvions et devons être responsables de l'éducation de notre peuple. Nous accueillons les apprenantes et apprenants d'autres cultures, qui sont venus partager nos terres. Je crois qu'une partie de la solution réside dans la nécessité que les gens viennent dans nos lieux d'apprentissage pour apprendre directement de nous, plutôt que d'attendre que nous nous rendions dans leurs établissements d'enseignement. »

## *Revitalisation des langues*

### **Robina Thomas, Ph. D.**

Vice-présidente associée, Affaires autochtones, Université de Victoria,  
Canada

Aujourd’hui, je m’intéresse particulièrement à la revitalisation des langues, ainsi qu’à l’engagement communautaire, à l’accessibilité et à l’accréditation – toutes ces choses qui rendent la revitalisation des langues plus accessible pour tout le monde.

J’ai récemment suivi un programme d’immersion de trois semaines sur la langue halkomelem. C’est le cours le plus difficile que j’aie jamais suivi, malgré toutes mes années passées dans des établissements d’enseignement supérieur, et c’est probablement le plus significatif. Pour la première fois, j’ai compris les inquiétudes des aînées et aînés de ma communauté relativement à la disparition de notre langue. J’ai souvent été cette nièce, petite-fille ou fille qui demandait « Comment dit-on ceci? » ou « Comment dit-on cela? » avec insistance, en tentant de comprendre. Souvent, on me répondait : « C’est vraiment difficile à traduire, mais voici la traduction la plus fidèle. »

En tant que leader, je crois qu’il est important d’écouter deux fois plus que l’on parle – c’est ce que les aînés nous ont appris. C’est pourquoi nous avons deux oreilles et une bouche. Pour moi, un grand défi est de trouver comment écouter avec mon cœur, et pas seulement avec ma tête. Je dois être capable d’écouter et de ressentir la passion et la détermination, et de les canaliser dans mon travail pour soutenir les programmes.

« Je crois que l’une des responsabilités les plus importantes que j’assume est la transmission de messages. Il y a plusieurs années, j’ai effectué des recherches sur les pensionnats et j’ai eu de la difficulté à parler de ce que j’entendais et découvrais, puisque je ne suis pas personnellement allée dans un pensionnat. À cette époque, j’avais deux mentors, qui m’ont dit : “Tu as reçu ces histoires pour une raison, pour parler à la place de ceux qui ne le peuvent pas.” »

## *Concilier les modes de connaissance occidentaux et autochtones*

**Stephanie Roy, Ph. D.**

Présidente, Kenjgewin Teg, Ontario

Je travaille dans l'enseignement supérieur depuis près de 20 ans. Et ce que j'ai observé, c'est que les établissements autochtones ont beaucoup d'influence aux quatre coins du pays. Je crois que cela tient à la manière dont nous validons nos modes de connaissance. Quand on songe à la collaboration entre les établissements autochtones et les établissements publics, je crois qu'il doit y avoir un certain rôle de rapprochement, particulièrement à l'heure où nous affirmons pleinement notre existence. Nous devons jeter des ponts entre ces partenariats pour que le savoir autochtone soit reconnu dans les deux systèmes de pensée.

Je crois aussi que nos programmes ne peuvent exister dans ce pays sans les langues autochtones. Qu'est-ce que cela signifie de manière structurelle? Selon moi, cela signifie que nous devons examiner l'équité du point de vue des langues. Et pour faire cela, il faut regarder pourquoi il y a des iniquités dans le système. Il faut toujours se demander : que signifie la décolonisation dans les établissements d'enseignement supérieur? Et qu'est-ce que cela signifie pour nos peuples?

Dans 30 ans, si on peut voir des changements dans l'enseignement supérieur, j'aimerais que nos langues soient en pleine effervescence. Il y a quelques années, l'UNESCO a présenté une statistique selon laquelle 30 % des enfants doivent apprendre ces langues aujourd'hui pour que nos langues prospèrent dans ce pays. Et ce n'est pas le cas. Le taux n'est même pas de 5 %. Donc je crois que nous devons prendre un engagement clair à l'égard des langues autochtones dans nos modes de connaissance et nos façons d'être. Puis, nous devons voir comment le système appuie cela à l'intérieur de nos établissements d'enseignement supérieur.

« Nous devons aborder l'équité, la décolonisation et le racisme – l'équité dans le système et ce qu'elle signifie pour nous qui travaillons dans des établissements autochtones. Ces conversations importantes sont encore très superficielles. Nous n'avons pas été en mesure d'approfondir la question et d'explorer ce que l'iniquité structurelle représente. »



## *Authenticité et engagement culturel*

### **Miranda Huron**

Directrice de l'éducation et des affaires autochtones, Université Capilano, Canada

À mon arrivée à l'Université Capilano, une chose que j'ai remarquée, c'est la présence de mots comme « autochtonisation » et « décolonisation » dans tous les documents. Or, personne ne se demandait vraiment ce qu'ils signifiaient. Je crois qu'une partie du travail que nous effectuons actuellement – et qui doit être fait dans la plupart des établissements d'enseignement supérieur –, consiste à aller au-delà du jargon et à faire place à la réflexion et à la pensée critique pour examiner la nature de ces espaces.

En outre, l'Université Capilano a récemment commandé un canot. Je dis souvent à la blague que c'est comme une grossesse non planifiée : l'établissement n'avait pas prévu que le canot viendrait avec un million de responsabilités culturelles. Mais c'est signe que nous devons communiquer avec les nations et nous demander ceci : « Nous sommes maintenant une famille liée grâce au canot. Qu'est-ce que cela signifie? Comment cela influence-t-il les plans de l'université pour les 20 prochaines années? Comment pouvons-nous intégrer cela à nos valeurs et à notre identité en tant qu'université? Comment pouvons-nous intégrer ce savoir de manière positive? Comment perfectionne-t-on ces connaissances avec chaque nouvelle génération de membres du personnel, du corps étudiant et du corps professoral? »

Nous y travaillons, et cela a vraiment changé la manière dont les gens perçoivent l'interaction avec la culture. Cela nous incite à créer un espace sur le campus pour Skw'chays, le canot, qui sera aussi un lieu d'apprentissage, de collaboration et de revitalisation du savoir perdu.

« Comment faire pour éviter de s'approprier le savoir? Ce sont des conversations très difficiles, parce que les professeurs jouissent d'une autonomie relativement à leur savoir. Une fois qu'une personne est engagée, il y a la question de créer un espace respectueux, mais comment faire en sorte que ce respect demeure intact si la personne change de corps professoral? »



## *Utilisation de données pour démontrer l'excellence de la recherche autochtone*

### **Professeure Airini, Ph. D.**

Rectrice et vice-présidente aux affaires académiques, Université de la Saskatchewan, Canada

L'information a un rôle à jouer dans la quête d'équité – pour un leadership éclairé et basé sur des données favorisant la parité et les débouchés autochtones dans l'enseignement supérieur. Puisque nous avons été les premiers scientifiques et que nous poursuivons cette tradition, pouvons-nous aussi revendiquer l'aspect quantitatif pour inciter les établissements d'enseignement supérieur à améliorer la participation et la rétention des Autochtones, et à optimiser les débouchés aux premiers cycles et aux cycles supérieurs?

Cette question s'accompagne du défi lié à l'élargissement de la présence autochtone dans l'enseignement supérieur : l'idée et la pratique d'augmenter le nombre de chercheuses et de chercheurs autochtones capables de concevoir et de diriger des projets de recherche conçus pour et par les communautés autochtones, afin de démontrer que notre recherche et notre création de connaissances sont de calibre mondial. J'ai participé au Pacific Research Panel pour la Nouvelle-Zélande et nous avons trouvé une manière de démontrer que notre travail est de calibre mondial. Il s'agit de mettre en place de meilleurs contrôles de l'espace éthique autour de la recherche et d'élaborer des approches propres à chaque nation et entièrement autochtonisées relatives à l'éthique de la recherche et à la gouvernance.

« Je m'intéresse à la manière dont nous pouvons encourager les leaders autochtones dans l'enseignement supérieur. Je me demande s'il s'agit de la naissance d'un Cercle mondial de leadership autochtone en enseignement supérieur. C'est peut-être notre chance de réfléchir très soigneusement à la manière dont nous voulons développer le projet collectif que nous incarnons aujourd'hui virtuellement. »



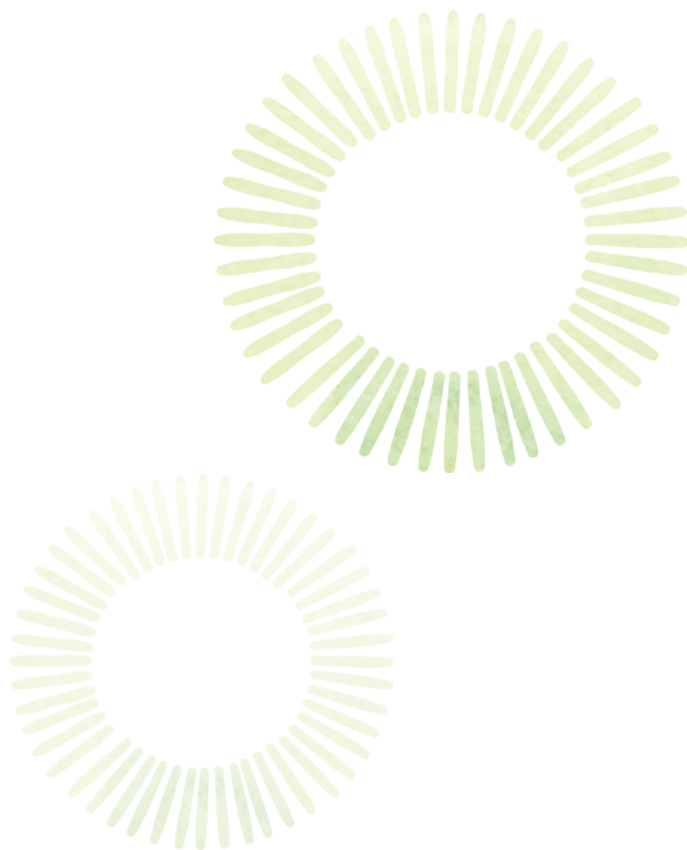
## *Législation et assurance de la qualité*

### **Laurie Robinson**

Directrice générale, Indigenous Advanced Education and Skills Council, Ontario, Canada

En Ontario, la *Loi sur les établissements autochtones* passée en 2017 a été élaborée en collaboration avec les peuples autochtones. Elle a mené à la reconnaissance de neuf établissements autochtones à des fins de financement. Elle nous a également permis de reconnaître qu'il fallait offrir la meilleure éducation possible. Tous les leaders autochtones associés à ce projet sentaient que sans la meilleure éducation, il ne leur serait pas possible de participer.

Essentiellement, ce qu'ils ont dit c'est que pour bénéficier de la meilleure qualité possible, il nous fallait notre propre organisme d'assurance de la qualité, et non un organisme créé par la province. Nous voulons jouer un rôle dans la qualité de l'éducation offerte. La loi reconnaît aussi l'importance d'un organisme d'assurance de la qualité. Je suis la présidente fondatrice du conseil d'administration et la directrice générale de cet organisme. Nous sommes chargés d'approuver, de confirmer et de certifier : bref, d'assurer la qualité de ces établissements et des programmes qu'ils souhaitent mettre en place. Nous en sommes encore aux balbutiements. Nous avons seulement commencé ce cheminement en décembre 2017. Nous apprenons des tas de choses.



« La compréhension et la confiance entre les deux parties : voilà ce que nous avons dû rebâtir. La bureaucratie voulait des chiffres, et nous lui répondions que nous ne disposions pas des ressources nécessaires. Alors, ralentissons un peu et examinons la question sous un angle légèrement différent... La seule raison pour laquelle la loi a été adoptée, selon moi, c'est que les deux parties avaient un objectif commun. Et nous n'avons pas essayé de résoudre tous les problèmes en jeu. Mais nous étions d'accord sur le fait qu'il fallait plus qu'une simple politique, il fallait une loi. »

## Cocréation

### Sheldon Levy

Président par intérim et vice-chancelier, Université Canada West, Canada

Lorsque j'étais sous-ministre, j'ai demandé quel était le statut des établissements autochtones en Ontario, et on m'a répondu qu'ils étaient considérés comme des collèges privés d'enseignement professionnel. J'ai répondu que nous avions des universités et des collèges : pourquoi les mettait-on dans la catégorie des établissements privés, comme s'ils étaient en reste? Et donc, nous avons amorcé un processus pour demander s'il serait possible, en Ontario, d'avoir des universités, des collèges et des établissements autochtones, puis de tous les traiter de la même manière. Je dirais qu'il y avait beaucoup de bonne volonté. Je ne veux pas dire que les gens étaient contre. Les gens qui avaient du pouvoir politique à l'époque étaient en faveur au projet.

Or, tout le monde utilisait le mot « cocréer » qui, selon moi, insinuait que nous entreprenions ce cheminement ensemble. Et puis la bureaucratie nous disait : « Je vais vous dire quelle trajectoire prendra le projet. Il va aller à l'intersection des rues A et B, et nous allons tous prendre un latté à la vanille. » La bureaucratie avait une liste de règles. Malgré toutes les bonnes intentions, la cocréation semblait dire : « Je vais créer, et tu vas aller à ce café avec moi et nous allons nous disputer sur la taille du latté à commander. »

J'ai demandé à tout le monde de croire que si nous faisons le chemin ensemble, nous arriverions au bon endroit. Et je peux vous dire que c'était difficile, parce que les gens hésitaient à sortir des sentiers battus. Ils s'inquiétaient de leur propre responsabilité, de ce qui arriverait s'il y avait un problème. Le plus grand défi a été de faire comprendre aux gens que nous serions là pour eux dans ce périple que nous allions entreprendre ensemble, que nous pourrions véritablement cocréer. Et lorsque j'y repense, je crois que c'était une belle aventure.

« Au bout du compte, la seule chose qui m'a déçu, honnêtement, était que personne ne savait ce que nous avions accompli, et je voulais de grandes célébrations. Parce que les établissements autochtones peuvent enfin octroyer des diplômes et ils sont responsables de l'assurance de la qualité. Mais je pense que le reste du pays ne savait même pas ce que nous avions accompli : un véritable tour de force. »

## *Ce qu'il reste à faire*

### **Brent Tookenay**

Président-directeur général, Seven Generation Education Institute, Ontario, Canada

Dernièrement, la découverte de tombes anonymes et d'autres horreurs a créé une onde de choc au Canada, mais ce n'était pas une surprise pour les peuples des Premières Nations. Et je crois que c'est une occasion de créer un système d'éducation qui valorise nos savoirs, nos liens avec la terre et toutes les choses que la bureaucratie et le système ont réprimées. Pendant trop longtemps, la seule chose qui importait était la vision occidentale. Et je crois que nous tenons ici une occasion, parce que la manière occidentale n'a clairement pas fonctionné. Nous voici en 2021, à nous demander ce qui fonctionne. Et savez-vous ce qui fonctionne? Il faut d'abord que les autochtones des établissements d'enseignement supérieur commencent à écouter. À écouter nos ancêtres, nos aînées, nos aînés, et nos gardiennes et gardiens du savoir. Voici ce qui est important, à ce moment-ci, dans ce pays.

Les établissements autochtones de l'Ontario sont en bien meilleure posture qu'il y a cinq ans, mais le processus n'est pas terminé. Nous devons encore nous battre pour obtenir tout ce que nous voulons et le justifier. Un objectif de longue date de notre conseil d'administration est de mettre en place nos propres programmes, certificats et diplômes. Nous sommes sur la bonne voie, mais il y a encore beaucoup de travail à faire pour valider les programmes et démontrer que nos systèmes de connaissances sont importants, tout comme notre mission en tant que peuples autochtones.

« Comme tout le monde le sait, beaucoup de Premières Nations n'ont aucune économie dans leur communauté. Alors, comment cette question se présente-t-elle dans un établissement autochtone? Nous devons concilier la nécessité ou le souhait d'offrir des diplômes et des certificats d'éducation supérieure avec le besoin des membres des communautés de bénéficier d'une formation à l'emploi. Dans ce contexte, quelle est la place d'un établissement autochtone, et quel rôle pouvons-nous jouer? »

## Valorisation du savoir autochtone

### Élisabeth Kaine, Ph. D.

Titulaire, Chaire UNESCO en transmission culturelle chez les Premiers peuples dans une dynamique de mieux-être et d'empowerment  
Professeure, Université du Québec à Chicoutimi, Québec, Canada

Je pourrais vous parler de mon expérience en tant que professeure et chercheuse autochtone au sein d'une université au cours d'une carrière de 30 ans. J'ai mis au point un programme qui présente un maximum de contenu autochtone (philosophie, pratiques, méthodologies, histoire). Je souhaitais transmettre ces connaissances à mes étudiantes et étudiants qui étaient majoritairement allochtones, en reconnaissance de l'importance de ces savoirs pour l'humanité.

J'ai œuvré en enseignement formel au sein de communautés autochtones pendant environ 20 ans. J'avais une équipe mobile qui se rendait dans diverses communautés pour transmettre des connaissances sur les pratiques et les cultures de design autochtones. Certaines de ces communautés avaient perdu ce savoir. Elles devaient le réapprendre, puisque, malheureusement, la chaîne de transmission avait été brisée.

Et maintenant, je me demande si on pourrait fonder un organisme qui travaillerait de manière horizontale avec les établissements universitaires pour tenter de provoquer le changement. Car la présence d'une seule personne au sein de ces énormes structures (qui sont frileuses face au changement) ne suffit pas à faire bouger les choses. Cela demanderait des années et des années de travail. Il faudrait probablement mettre en place un organisme autochtone reconnu qui jouerait un rôle de soutien auprès des établissements, en les aidant à transformer les nombreux domaines qui doivent être changés. C'est un vaste mandat.

« Je crois que ce qui importe pour les jeunes autochtones dans l'enseignement, c'est qu'ils sentent que le monde les valorise, qu'ils sont importants pour l'humanité, que leurs connaissances et leurs communautés ont une validité scientifique et qu'elles sont nécessaires. »

## *Réappropriation linguistique*

### **Wesley Leonard, Ph. D.**

Professeur adjoint, Université de la Californie, Riverside, États-Unis

Le fait de placer les points de vue autochtones au centre du travail linguistique, en enseignement, est d'une importance capitale. Sans cela, on perpétue le cycle consistant à ajouter une petite touche « d'indigénéité », si on peut dire, à des façons d'être et à modes d'action et de connaissances qui autrement ne sont pas autochtones. Voilà le problème avec le fait d'embaucher une seule personne autochtone dans une institution coloniale et de dire que le processus d'autochtonisation est terminé. Au contraire, c'est l'ensemble de la structure qui doit changer.

Je voudrais vous faire part de deux éléments de mon travail universitaire qui me semblent pertinents ici. Premièrement, je ne dis pas que j'étudie la revitalisation des langues autochtones, soit le terme couramment utilisé, mais plutôt la réappropriation linguistique. Quand je parle de réappropriation, je parle d'un concept qui n'est pas axé sur la langue comme telle, mais qui regarde l'ensemble de ses relations. C'est une vision qui est étroitement liée aux histoires de la communauté, aux modes de connaissance, aux besoins, aux objectifs et aux protocoles. Une vision qui s'articule autour du droit de la communauté de parler une langue, de se l'approprier, de la faire évoluer selon les valeurs de la communauté, et ainsi de suite. Très souvent, je trouve que la revitalisation des langues dans sa forme actuelle est instrumentalisée par le milieu de l'enseignement supérieur, qui y appose une vision dominante non autochtone. Et si certaines des méthodes elles-mêmes sont parfois utiles, ultimement, elles participent à sortir les langues de leur contexte communautaire.

« À l'intérieur du travail de réappropriation linguistique, on retrouve aussi la question de la décolonisation de la langue même. Celle-ci est souvent vue comme un objet structurel, une notion qui peut être acquise ou préservée. Un concept défini par des structures grammaticales et un vocabulaire. Or, dans tous les contextes autochtones où j'ai travaillé et pour l'ensemble des Autochtones à qui j'ai parlé, la langue est un concept beaucoup plus vaste. Les gens disent "La langue, c'est nous, c'est un remède". »

## *Soutien aux membres autochtones du corps professoral*

### **Megan Lukaniec, Ph. D.**

Professeure adjointe, Études autochtones, Université de Victoria, Canada

Ce qui m'apparaît évident à la lumière de mes trois années passées à l'Université de Victoria, c'est l'importance cruciale d'avoir des Autochtones au sein du personnel et du corps professoral pour façonner, diriger et administrer ces programmes. Et ce, non seulement pour assurer l'adéquation entre les programmes et les besoins de nos communautés, mais aussi la sécurisation culturelle de nos étudiantes et étudiants.

Si nous voulons qu'il y ait plus d'Autochtones dans le corps professoral, nous devons songer à des moyens de mieux les épauler afin qu'ils puissent changer le visage de l'enseignement supérieur. Vous savez, nous franchissons les obstacles de l'enseignement supérieur, nous obtenons des diplômes, et nous décrochons un emploi dans ce milieu. Quand nous arrivons à l'université, nous ne devrions pas avoir à convaincre l'établissement de l'importance de ces responsabilités. Il devrait y avoir des mécanismes en place pour reconnaître et soutenir les Autochtones du corps professoral et leurs responsabilités particulières à l'égard de leur communauté. Ces responsabilités sont sacrées pour nous. Pourquoi, donc, ne pas prévoir des postes offrant aux membres autochtones du corps professoral des périodes réservées pour honorer leurs engagements?

## *Égalité linguistique*

### **Chuutsqa Layla Rorick**

Université de Victoria, Canada

J'aimerais vraiment voir l'émergence d'une égalité entre les langues. On compte 34 langues autochtones en Colombie-Britannique – 35 si on ajoute l'anglais – et encore plus si on compte les autres langues non autochtones. Dans certains établissements, la maîtrise de l'anglais ne devrait pas être le critère d'accès déterminant. Nous voulons pouvoir créer des lieux où les gens peuvent devenir des spécialistes des langues, obtenir leur diplôme et endosser les rôles qui les attendent. Maintenant, voici la question que je pose. Ce parcours est-il encouragé par l'enseignement? Est-il favorisé par les moyens économiques? Nous ne le savons pas encore... nous venons tous juste de voir le jour et nous nous concentrons sur l'aspect oral de notre réappropriation linguistique.

Je suis vraiment très, très heureuse de voir le travail infatigable accompli dans le monde pour aider les personnes qui peuvent rester dans leur communauté à partager leurs connaissances avec les autres à l'avenir.

« Notre savoir autochtone est codé à l'intérieur même de nos langues, n'est-ce pas? C'est la même chose pour notre culture. Si nous pouvons créer et mettre en place des programmes qui concordent avec les besoins et les valeurs de nos communautés, ce serait un pas dans la bonne direction. »

« J'ai reçu une éducation immersive axée sur la terre, prodiguée par mes parents, sur notre propre territoire. Et j'ai commencé à apprendre la langue autour de 2010. Depuis, l'enseignement supérieur fait partie de mon processus d'apprentissage de la langue. Cette année, je fais du mentorat et je me concentre sur l'enseignement immersif des langues auprès des gens. Et je remarque toute la vitalité que me donnent ces activités. »

## Création d'une université inuite

### Vanessa Chaperlin

Conseillère principale en politiques, Inuit Tapiriit Kanatami, Canada

Il y a dix ans, on a publié une stratégie nationale sur l'enseignement inuit. Parmi les recommandations, on retrouvait la nécessité de créer dans l'Inuit Nunangat une université qui serait imaginée, conçue, gouvernée et administrée par les Inuits. Ce processus est désormais enclenché.

Dans la tradition inuite, les premières phases de l'apprentissage consistent à observer et à écouter : c'est ce que nous souhaitons faire à cette étape-ci, et c'est ce que nous accomplissons grâce à des événements communautaires. Il est essentiel que nos quatre régions – la région désignée des Inuvialuits, le Nunavut, le Nunavik et le Nunatsiavut – soient représentées lors de ces événements. Le groupe de travail tiendra des réunions pour imaginer cette université. Récemment, nous avons aussi organisé un forum étudiant pour entendre ce que les jeunes avaient à dire à ce sujet et découvrir ce que l'université représentait pour les habitants de l'Inuit Nunangat. Nous commençons tranquillement à réunir ces renseignements.

Nous nous penchons sur des thèmes particuliers – emplacement, programme universitaire, gouvernance, philosophie d'enseignement – et posons toutes sortes de questions. À quoi ressembleront l'espace et le bâtiment? Où se fera l'étude? Où l'université sera-t-elle située? Comment étudiera-t-on? Qu'est-ce qu'on étudiera? Qui étudiera et qui enseignera? Quels services complets pourrions-nous offrir en soutien au corps étudiant? À cette étape de création et d'observation, nous avons hâte d'approfondir ces questions.

«**Quels sont les piliers de cette université en ce qui a trait à la philosophie éducative? Il y a deux principes qui ont été présentés lors de ces événements. Le premier est l'Inuit *Qaujimajatuqangit*, qui signifie "ce que les Inuits ont toujours tenu pour être vrai" (le savoir inuit) et la manière dont les Inuits possèdent, contrôlent et protègent ce savoir. Le deuxième est le processus d'*Inunnguiniq*, soit celui de devenir un être humain.** »



## *Importance du dialogue pour relancer l'enseignement autochtone*

### **Arnold Blackstar**

Directeur, politiques stratégiques et recherche, Indigenous Advanced Education and Skills Council, Ontario, Canada

Il est important de rappeler que les peuples autochtones du Canada ont subi différentes formes de colonisation à travers toutes les expériences d'enseignement occidental qui ont tenté de détruire leurs identités, leurs langues, leurs cultures, leurs moyens de subsistance et leurs méthodes d'apprentissage et d'enseignement axées sur la terre. Le problème demeure, et ce, à l'échelle du pays.

En Ontario, il y a toutefois eu quelques améliorations depuis l'adoption en 2017 de la Loi sur les établissements autochtones. La Loi reconnaît l'autorité des communautés autochtones relativement à l'éducation de leur peuple. Elle reconnaît aussi la participation communautaire de la Nation et la nécessité d'assurer un enseignement de la plus haute qualité. Cette assurance provient de l'Indigenous Advanced Education and Skills Council (IAESC), un organisme légalement reconnu. Cet organisme a notamment pour mission d'établir et de mettre en place des normes et des critères de référence. Son conseil d'administration évalue la capacité et la qualité des programmes ainsi que la capacité organisationnelle. Le comité du conseil d'administration fait appliquer les normes et les critères de référence en plus de déterminer toute autre condition que les établissements doivent respecter.

Neuf établissements autochtones sont maintenant reconnus selon la Loi. Ils peuvent désormais élaborer et proposer leurs propres programmes, lesquels ont été évalués en fonction des normes et des critères de référence. Ces établissements font tous partie du nouveau pilier des établissements autochtones, qui fait lui-même partie du grand système d'enseignement postsecondaire de l'Ontario. Le système comprend des collèges privés d'enseignement professionnel, des écoles polytechniques et des universités et collèges publics. Aucune autre province ni aucun territoire au Canada n'a encore reconnu l'autorité des établissements d'enseignement supérieur autochtones dans ces domaines.

Si on regarde à l'extérieur du Canada, l'article 14 de la Déclaration de l'ONU indique que les peuples autochtones ont le droit de contrôler et d'établir leurs propres systèmes d'éducation en conformité avec leurs méthodes d'apprentissage et d'enseignement culturels. L'article figure aussi dans le préambule de la Loi de 2017 sur les établissements autochtones. Or, la création d'une loi est une chose; sa mise en œuvre en est une autre. Pour faire son travail, l'organisme a établi un processus de dialogue avec les établissements, les apprenantes, les apprenants et les communautés autochtones.

Ce processus, qui fait appel à des spécialistes en enseignement, en connaissances et en langues autochtones, comprend l'élaboration de documents finaux. Il fournit à l'IAESC de la recherche et des renseignements fondés sur des données probantes, lui permettant d'obtenir de l'information, une orientation et des connaissances au sujet des établissements autochtones et de leurs représentantes et représentants. Ce processus participatif ouvert et continu entre l'IAESC et les établissements fait appel au corps étudiant, au corps enseignant, aux membres de la communauté et aux gardiennes et gardiens du savoir. Les échanges favorisent l'élaboration, la mise en œuvre et l'intégrité du processus d'assurance de la qualité à l'intérieur du pilier des établissements autochtones de l'Ontario. On peut ainsi atteindre un consensus sur les questions touchant aux établissements autochtones.

Ce dialogue est un élément essentiel de l'engagement visant à changer l'enseignement postsecondaire. C'est une approche qui ne laisse personne pour compte. Nous suggérons aux autres instances de tenir compte de son mérite alors qu'elles tentent d'examiner les défis et les options nécessaires à l'intégration, à la reconnaissance et à l'accréditation de systèmes de connaissances qui, jusqu'à présent, restaient en marge du système public d'enseignement supérieur occidental.

« Les Premières Nations sont le groupe dont la croissance est la plus rapide au Canada, mais nos niveaux d'instruction n'ont pas suivi la cadence dans le système universitaire actuel. La solution est d'écouter nos peuples, nos gardiennes et gardiens du savoir et les aînées et aînés de nos communautés. »